

Art. 10. Le Ministre communautaire des Affaires intérieures et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 novembre 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 3877

[S-C — 29708]

29 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant certaines dispositions statutaires relatives aux fonctions spécialisées des centres sportifs de la Direction générale du Sport et du Tourisme des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, tel que modifié, notamment les articles 6 et 69, § 1er, 1^o, c);

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, notamment l'article 64, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, tel que modifié;

Considérant que les missions dévolues aux titulaires de fonctions spécialisées prévues par le présent arrêté doivent être assurées sans délai par un personnel ayant les qualifications et mérites spécifiques et que toutes les dispositions légales relatives aux droits de priorité sont incompatibles avec la mise en œuvre des dispositions transitoires prévues à cette fin;

Considérant que les commissions de stage prévues aux articles 33ter et 38 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat ne sont pas composées en manière telle qu'elles puissent apprécier si le stagiaire assure les missions qui lui sont confiées et possède les qualités qui lui sont demandées pour l'exercice de fonctions spécialisées et qu'il s'indique dès lors de prévoir, en matière de stage, une instance de recours correspondant à la spécificité de ces fonctions;

Vu l'avis du Conseil de direction;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 octobre 1991;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 11 octobre 1991;

Vu le protocole n^o 61 du Comité de secteur XVII, conclu le 31 octobre 1991;

Vu l'urgence;

Considérant que le Conseil d'Etat, par son avis non définitif du 8 novembre 1991, n'a pu répondre à la demande d'urgence formulée par l'Exécutif de la Communauté française en vertu de l'article 84 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, que cette urgence ne peut, par conséquent, plus être rencontrée par une nouvelle consultation de ce Haut Collège;

Considérant qu'il convient d'adopter maintenant le dispositif réglementaire autorisant l'Exécutif à prendre toutes mesures permettant aux centres sportifs de la Direction générale du Sport et du Tourisme d'assurer le bon fonctionnement de leurs services, notamment par la création de fonctions spécialisées qui permettent de le rencontrer, par la définition des grades particuliers qui y correspondent et la détermination des modalités de la carrière et du recrutement dans lesdites fonctions;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Vu la délibération de l'Exécutif du 27 novembre 1991,

Arrête :

Définition

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par le ministre : le Ministre-membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a le personnel du Ministère de la Culture et des Affaires sociales dans ses attributions.

Création de grades dans les fonctions spécialisées des centres sportifs de la Direction générale du Sport et du Tourisme

Art. 2. Dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales, sont créés :

1^o Au niveau I.

a) Au rang 13 :

le grade de directeur de centre sportif de première classe.

b) Au rang 12 :

le grade de directeur de centre sportif.

c) Au rang 11 :

le grade de chef d'activités principal de première classe.

d) Au rang 10 :

le grade de chef d'activités de première classe.

2° Au niveau 2.

a) Au rang 24 :

le grade de chef d'activités principal de deuxième classe.

b) Au rang 22 :

le grade de chef d'activités de deuxième classe.

3° Au niveau 3.

a) Au rang 34 :

le grade de chef d'activités principal de troisième classe.

b) Au rang 32 :

le grade de chef d'activités de troisième classe.

Art. 3. Sont considérés comme grade de recrutement dans les fonctions spécialisées des centres sportifs de la Direction générale du Sport et du Tourisme de la Communauté française, les grades suivants :

— chef d'activités de première classe;

— chef d'activités de deuxième classe;

— chef d'activités de troisième classe.

Ces fonctions sont soustraites aux droits de priorités accordés par :

a) les lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947;

b) l'arrêté royal n° 3 du 18 avril 1967 facilitant le recrutement ou l'engagement dans les services publics de personnes licenciées à la suite de la fermeture totale ou partielle des charbonnages;

c) la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement;

d) la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel en forces armées.

Du recrutement et du stage

Art. 4. Les vacances d'emploi dans les grades des fonctions spécialisées des centres sportifs de la Direction générale du Sport et du Tourisme à pourvoir par recrutement, les conditions de recrutement et l'appel aux candidats sont portés à la connaissance du public par la voie du *Moniteur belge*.

Art. 5. § 1er. Nul ne peut être admis au stage en vue de la nomination à l'une des fonctions spécialisées visées à l'article 3 du présent arrêté s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être Belge;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° n'avoir pas atteint l'âge de 35 ans;

6° être physiquement apte au sens de l'arrêté royal du 1er décembre 1964, relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics;

7° a) pour la fonction de chef d'activités de première classe : être porteur du diplôme de licencié en éducation physique et justifier de trois années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer;

b) pour la fonction de chef d'activités de deuxième classe :

1° être porteur d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en éducation physique et justifier de trois années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer,

ou à défaut :

2° être porteur d'un diplôme homologué d'enseignement secondaire supérieur, être détenteur de deux monitorats ADEPS et justifier de six années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer;

c) pour la fonction de chef d'activités de troisième classe : être porteur d'un diplôme homologué d'enseignement secondaire inférieur, être détenteur de deux monitorats ADEPS et justifier de trois années d'expérience utile en rapport avec la fonction à conférer.

§ 2. Le ministre détermine l'expérience utile qui contribue à assurer la formation requise pour la fonction à conférer et définit les modalités suivant lesquelles les expériences sont prouvées.

§ 3. Les conditions prévues au § 1er doivent être réunies à la date de la publication au *Moniteur belge* de l'appel aux candidats prévu à l'article 4.

Art. 6. Les candidats sont admis au stage par le ministre. Celui-ci prend, au préalable, l'avis de la Commission chargée d'examiner les titres, les capacités et les aptitudes des candidats.

Cette Commission soumet au ministre un avis motivé dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle le ministre a sollicité cet avis.

La Commission désignée ci-avant est composée comme suit :

— le président : le secrétaire général du Ministère de la Culture et des Affaires sociales;

— le vice-président : le directeur général de la Direction générale du Sport et du Tourisme;

— les membres : cinq fonctionnaires du Ministère de la Culture et des Affaires sociales titulaires d'un grade classé au rang 13 au moins dont obligatoirement un fonctionnaire général appartenant à la Direction générale du Sport et du Tourisme.

Les membres de la Commission sont désignés par le ministre.

La Commission ne peut délibérer valablement que si le président ou le vice-président ainsi que quatre membres au moins sont présents.

L'avis est donné à la majorité simple des voix.

L'abstention est considérée comme un vote nul.

En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 7. La durée du stage est de :

— un an pour le grade de chef d'activités de première classe;

— six mois pour le grade de chef d'activités de deuxième classe;

— trois mois pour le grade de chef d'activités de troisième classe.

Lorsque la durée du stage est d'un an ou de six mois, le directeur général de la Direction générale du Sport et du Tourisme établit, pour chaque stagiaire, un rapport de stage une fois par trimestre et à la fin du stage.

Lorsque la durée du stage est de trois mois, le directeur général de la Direction générale du Sport et du Tourisme établit, pour chaque stagiaire, un rapport de stage une fois par mois et à la fin du stage.

Le ministre arrête le modèle de ces rapports.

Le directeur général fait parvenir ces rapports au ministre par la voie hiérarchique.

Les rapports de stage et le rapport final doivent être communiqués au stagiaire qu'il concerne. Celui-ci les vise, les date et les restitue dans les dix jours. S'il estime que les rapports ne sont pas fondés, il les vise en conséquence, les date et les restitue dans le même délai. Ces rapports sont joints au dossier personnel du stagiaire.

Art. 8. Le stagiaire à charge duquel est formulée une proposition motivée de prolongation de stage ou de licenciement peut, endéans les dix jours de la date à laquelle le rapport lui est soumis, introduire une réclamation écrite auprès du secrétaire général qui lui en accuse réception le jour même et la transmet au ministre.

Aussitôt qu'il l'a reçue, le ministre fait parvenir la réclamation à la Commission prévue à l'article 6 du présent arrêté. Celle-ci donne son avis au ministre dans un délai maximum de deux mois à partir de la date de réception de la réclamation. Le ministre prend sa décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis.

Le stagiaire est, à sa demande, entendu par la Commission précitée. Il peut se faire assister par un avocat ou par un délégué d'une organisation syndicale représentative.

De la nomination et du licenciement

Art. 9. Le stagiaire qui a fait l'objet d'une proposition motivée de nomination à titre définitif, est nommé au grade auquel il s'est porté candidat.

Le stagiaire est également nommé au grade auquel il s'est porté candidat, si le ministre rejette la proposition de licenciement.

Le stagiaire licencié par le ministre l'est moyennant un préavis de trois mois.

Disposition générale

Art. 10. Les membres du personnel nommés à titre définitif, en application de l'article 9, ont la qualité d'agent des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales — et sont, sans préjudice des dispositions du présent arrêté, soumis aux dispositions légales et statutaires applicables au personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française.

Dispositions pécuniaires

Art. 11. Pour l'application de l'article 10 du présent arrêté et sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, l'expérience utile exigée au recrutement est admise à concurrence de trois ans pour le calcul du traitement du membre du personnel. Les services sont rangés dans le groupe B en ce qui concerne le grade de chef d'activités de première classe.

Art. 12. Le traitement de l'agent titulaire du grade de directeur de centre sportif de première classe est fixé dans l'échelle 13/2.

Le traitement de l'agent titulaire du grade de directeur de centre sportif est fixé dans l'échelle 12/1.

Le traitement de l'agent titulaire du grade de chef d'activités principal de première classe est fixé dans l'échelle 11/3.

Le traitement de l'agent titulaire du grade de chef d'activités de première classe est fixé dans l'échelle 10/1.

Le traitement de l'agent titulaire du grade de chef d'activités principal de deuxième classe est fixé dans l'échelle 24/1.

Le traitement de l'agent titulaire du grade de chef d'activités de deuxième classe est fixé dans l'échelle 22/4.

Le traitement de l'agent titulaire du grade de chef d'activités principal de troisième classe est fixé dans l'échelle 34/1.

Le traitement de l'agent titulaire du grade de chef d'activités de troisième classe est fixé dans l'échelle 32/1.

Dispositions particulières relatives aux promotions dans les fonctions spécialisées des centres sportifs de la Communauté française

Art. 13. Seuls les agents titulaires du grade de chef d'activités de première classe (rang 10) peuvent être promus au grade de chef d'activités principal de première classe (rang 11).

Seuls les agents titulaires du grade de chef d'activités de deuxième classe (rang 22) peuvent être promus au grade de chef d'activités principal de deuxième classe (rang 24).

Seuls les agents titulaires du grade de chef d'activités de troisième classe (rang 32) peuvent être promus au grade de chef d'activités principal de troisième classe (rang 34).

Les promotions visées par le présent article sont conférées selon les règles générales de la carrière plane.

Dispositions transitoires et finales

Art. 14. § 1er. Le candidat au stage qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, exerce depuis une année au moins, dans un centre sportif, une fonction jugée équivalente à celle pour laquelle il est recruté, ne doit pas satisfaire à la condition prévue à l'article 5, § 1er, 5.

§ 2. Toute personne qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, exerce depuis une année au moins, dans un centre sportif, une fonction jugée équivalente à celle pour laquelle elle est recrutée est dispensée du stage.

§ 3. L'équivalence dans la fonction est déterminée par le ministre après avis de la Commission créée à l'article 6.

§ 4. Pour la détermination de leur ancienneté administrative dans le niveau et dans le grade auxquels elles sont recrutées, les personnes visées au § 1er et au § 2, bénéficient de l'ancienneté de service acquise dans les fonctions jugées équivalentes.

§ 5. Les personnes visées au § 1er et au § 2 bénéficient de la garantie du maintien de la rémunération qui leur est accordée dans une fonction jugée équivalente aussi longtemps que celle-ci est supérieure au traitement dont elles bénéficieraient dans la carrière des fonctions spécialisées des centres sportifs de la Direction générale du Sport et du Tourisme.

Art. 15. Par dérogation aux dispositions des articles 3, § 1er, et 13 :

— les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, assurent depuis cinq ans au moins la direction d'un centre sportif peuvent être recrutées au grade de directeur de centre sportif si elles satisfont aux conditions prévues à l'article 5, § 1er, 1 à 4, 6, et § 2;

— les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, assurent depuis cinq ans au moins les fonctions de conseiller ou d'assistant technique peuvent être recrutées au grade de chef d'activités de deuxième classe si elles satisfont aux conditions prévues à l'article 5, § 1er, 1 à 4, 6, et § 2.

Le ministre procède aux premières nominations en exécution du présent article après avis de la Commission créée à l'article 6 endéans un délai de six mois prenant cours le premier jour du deuxième mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 17. Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 novembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 3877

[C — 29706]

29 NOVEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende sommige statutaire bepalingen in verband met de gespecialiseerde ambten van de sportcentra van de Algemene Directie voor Sport en Toerisme van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 6 en 69, § 1, 1^o, c;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 64 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, zoals het werd gewijzigd;

Overwegende dat de opdrachten toegewezen aan de titularissen van gespecialiseerde ambten bedoeld bij dit besluit zonder verwijl moeten worden vervuld door een personeel dat de specifieke kwalificaties en verdiensten heeft en dat alle wettelijke bepalingen betreffende de rechten en voorrang onverenigbaar zijn met de aanwending van de daartoe bepaalde overgangsbepalingen;

Overwegende dat de stagecommissies bedoeld in de artikelen 33ter en 38 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel niet zodanig samengesteld zijn dat ze kunnen oordelen of de stagiair de hem toegewezen opdrachten vervult en de kwaliteiten bezit die vereist zijn voor de uitoefening van gespecialiseerde ambten, en dat bijgevolg, inzake stage, een beroepsinstantie moet worden opgericht die beantwoordt aan de specificiteit van deze ambten;

Gelet op het advies van de Directieraad;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 oktober 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 11 oktober 1991;

Gelet op het protocol nr. 61 van Sectorcomité XVII, afgesloten op 31 oktober 1991;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Raad van State bij zijn niet-definitief advies van 8 november 1991 geen gevolg heeft kunnen geven aan de aanvraag om spoedbehandeling, ingediend door de Executieve van de Franse Gemeenschap krachtens artikel 84 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, dat aan die aanvraag om spoedbehandeling derhalve geen gevolg meer kan worden gegeven door dit Hoge College opnieuw om advies te vragen;

Overwegende dat de verordeningsbepalingen nu dienen te worden aangenomen waardoor de Executieve gemachtigd wordt al de maatregelen te treffen die de sportcentra van de Algemene Directie voor Sport en Toerisme in de mogelijkheid stellen te zorgen voor de goede werking van hun diensten, inzonderheid door de oprichting van gespecialiseerde ambten, door de bepaling van de bijzondere graden die aan die ambten beantwoorden en de bepaling van de nadere regels voor de loopbaan en de werving in die ambten;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 27 november 1991 genomen beslissing,

Besluit :

Definitie

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder de minister : de Minister-lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het personeel van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken behoort.

*Oprichting van graden in de gespecialiseerde ambten
van de sportcentra van de Algemene Directie voor Sport en Toerisme*

Art. 2. In de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, worden opgericht :

- 1° In niveau 1.
 - a) In rang 13 :
de graad van directeur eerste klasse van een sportcentrum.
 - b) In rang 12 :
de graad van directeur van een sportcentrum.
 - c) In rang 11 :
de graad van eerstaanwendend chef van de activiteiten eerste klasse.
 - d) In rang 10 :
de graad van eerstaanwendend chef van de activiteiten.
- 2° In niveau 2.
 - a) In rang 24 :
de graad van eerstaanwendend chef van de activiteiten tweede klasse.
 - b) In rang 22 :
de graad van chef van de activiteiten tweede klasse.
- 3° In niveau 3.
 - a) In rang 34 :
de graad van eerstaanwendend chef van de activiteiten derde klasse.
 - b) In rang 32 :
de graad van chef van de activiteiten derde klasse.

Art. 3. De volgende graden worden beschouwd als wervingsgraden in de gespecialiseerde ambten van de sportcentra van de Algemene Directie voor Sport en Toerisme van de Franse Gemeenschap :

- chef van de activiteiten eerste klasse;
- chef van de activiteiten tweede klasse;
- chef van de activiteiten derde klasse.

Deze ambten worden onttrokken aan de prioriteitsrechten toegekend bij :

- a) de wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947;
- b) het koninklijk besluit nr. 3 van 18 april 1967 ter bevordering van een gemakkelijker werving of indienstneming, in overheidsdienst, van personen ontslagen wegens gehele of gedeeltelijke sluiting van steenkolenmijnen;
- c) de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd;
- d) de wet van 13 juli 1978 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht.

Werving en stage

Art. 4. De vacante betrekkingen in de graden van de gespecialiseerde ambten van de sportcentra van de Algemene Directie voor Sport en Toerisme die door werving te verlenen zijn, de wervingsvoorwaarden en de oproep tot de kandidaten worden ter kennis van het publiek gebracht via het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. § 1. Niemand kan tot de stage worden toegelaten met het oog op de benoeming in een van de gespecialiseerde ambten bedoeld in artikel 3 van dit besluit indien hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° Belg zijn;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn;
- 3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 4° aan de dienstplichtwetten voldoen;
- 5° de leeftijd van vijftig jaar niet hebben bereikt;
- 6° lichamenlijk geschikt zijn in de zin van het koninklijk besluit van 1 december 1964 betreffende de controle op de lichamenlijke geschiktheid vereist van gegadigden voor bepaalde overheidsbetrekkingen;
- 7° a) voor het ambt van chef van de activiteiten eerste klasse :
houder zijn van een diploma van licentiaat in de lichamenlijke opvoeding en het bewijs leveren van drie jaar nuttige ervaring in verband met het te verlenen ambt;
- b) voor het ambt van chef van de activiteiten tweede klasse :
1° houder zijn van een diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, in de lichamenlijke opvoeding en het bewijs leveren van drie jaar nuttige ervaring in verband met het te verlenen ambt, of bij gebrek eraan :
2° houder zijn van een gehomologeerd diploma van het hoger secundair onderwijs, in het bezit zijn van twee monitoraten van het ADEPS en het bewijs leveren van zes jaar nuttige ervaring in verband met het te verlenen ambt;
- c) voor het ambt van chef van de activiteiten derde klasse : houder zijn van een gehomologeerd diploma van het lager secundair onderwijs, in het bezit zijn van twee monitoraten van het ADEPS en het bewijs leveren van drie jaar nuttige ervaring in verband met het te verlenen ambt.

§ 2. De minister bepaalt de nuttige ervaring die mede een rol speelt voor de vorming die vereist is voor het te verlenen ambt en bepaalt de nadere regels volgens welke het bewijs van de ervaring kan worden geleverd.

§ 3. Alle voorwaarden bedoeld in § 1 moeten vervuld zijn op de datum waarop de in artikel 4 bedoelde oproep tot de kandidaten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. De kandidaten worden door de minister tot de stage toegelaten. Deze wint vooraf het advies in van de Commissie belast met het onderzoek van de bekwaamheidsbewijzen en de geschiktheid van de kandidaten.

Deze Commissie legt aan de minister een met redenen omkleed advies voor binnen een maand te rekenen vanaf de datum waarop de minister dit advies heeft gevraagd.

De hierboven genoemde Commissie is samengesteld als volgt :

— de voorzitter : de secretaris-generaal van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken;

— de ondervoorzitter : de directeur-generaal van de Algemene Directie voor Sport en Toerisme;

— de leden : vijf ambtenaren van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken die titularis zijn van een graad ingedeeld in ten minste rang 13, onder wie noodzakelijk een ambtenaar-generaal die behoort tot de Algemene Directie voor Sport en Toerisme.

De leden van de Commissie worden door de minister aangewezen.

De Commissie kan alleen geldig beraadslagen en beslissen indien de voorzitter of de ondervoorzitter alsook ten minste vier leden aanwezig zijn.

Het advies wordt bij gewone meerderheid van stemmen gegeven.

Onthouding wordt beschouwd als ongeldige stemming.

Bij staking van stemmen, beslist de stem van de voorzitter.

Art. 7. De stage duurt :

— één jaar voor de graad van chef van de activiteiten eerste klasse;

— zes maanden voor de graad van chef van de activiteiten tweede klasse;

— drie maanden voor de graad van chef van de activiteiten derde klasse.

Als de duur van de stage één jaar of zes maanden bedraagt, maakt de directeur-generaal van de Algemene Directie voor Sport en Toerisme, voor elke stagiair, een stageverslag om de drie maand en op het einde van de stage op.

Als de duur van de stage drie maanden bedraagt, maakt de directeur-generaal van de Algemene Directie voor Sport en Toerisme, voor elke stagiair, een stageverslag één keer per maand en op het einde van de stage op.

De Minister stelt het model van die verslagen vast.

De directeur-generaal deelt die verslagen aan de minister langs de hiërarchische weg mede.

In dit slotverslag wordt ofwel een met redenen omkleed voorstel gedaan tot benoeming in vast verband, ofwel een met redenen omkleed voorstel tot verlenging van de stage voor een periode van ten hoogste drie maand, ofwel een met redenen omkleed voorstel tot afdanking.

De stageverslagen en het slotverslag moeten meegedeeld worden aan de stagiair op wie ze betrekking hebben. Deze viseert en dateert ze, en zendt ze binnen tien dagen terug. Indien hij van oordeel is dat deze verslagen ongegrond zijn, viseert hij ze ingevolge, dateert ze en zendt ze binnen dezelfde termijn terug. Deze verslagen worden bij het persoonlijk dossier van de stagiair gevoegd.

Art. 8. De stagiair voor wie een met redenen omkleed voorstel tot verlenging van de stage of tot afdanking is gedaan, kan binnen tien dagen vanaf de datum waarop het slotverslag hem wordt voorgelegd, een bezwaarschrift indienen bij de secretaris-generaal, die hem er de ontvangst van bevestigt de dag waarop hij het ontvangt en het naar de minister doorzendt.

Zodra de minister het ontvangen heeft, stuurt hij het bezwaarschrift naar de in artikel 7 van dit besluit bepaalde Commissie. Deze geeft haar advies aan de minister binnen een termijn van ten hoogste twee maand te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift. De minister neemt zijn beslissing binnen één maand te rekenen vanaf de ontvangst van het advies.

De stagiair wordt op zijn verzoek gehoord door de voornoemde Commissie. Hij kan zich laten bijstaan door een advocaat of door een afgevaardigde van een representatieve vakvereniging.

Benoeming en afdanking

Art. 9. De stagiair voor wie een met redenen omkleed voorstel van benoeming in vast verband is gedaan, wordt benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld.

De stagiair wordt eveneens benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld, indien de minister het voorstel tot afdanking verwerpt.

Aan een door de minister afgedankte stagiair wordt ontslag gegeven met drie maanden opzegging.

Algemene bepaling

Art. 10. De personeelsleden benoemd in vast verband bij toepassing van artikel 9, hebben de hoedanigheid van ambtenaar van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — en zijn, onverminderd de bepalingen van dit besluit, onderworpen aan de wettelijke en statutaire bepalingen van toepassing op het personeel van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Bezoldigingsbepalingen

Art. 11. Voor de toepassing van artikel 10 van dit besluit en onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, wordt voor de berekening van de wedde van het personeelslid rekening gehouden met een nuttige ervaring bij de aanwerving, van drie jaar. Deze diensten worden ingedeeld bij groep B wat betreft de graad van chef van de activiteiten eerste klasse.

Art. 12. De wedde van de ambtenaar titularis van de graad van directeur van een sportcentrum eerste klasse is vastgesteld in de schaal 13/2.

De wedde van de ambtenaar titularis van de graad van directeur van een sportcentrum is vastgesteld in de schaal 12/1.

De wedde van de ambtenaar titularis van de graad van eerstaanwezend chef van de activiteiten eerste klasse is vastgesteld in de schaal 11/3.

De wedde van de ambtenaar titularis van de graad van chef van de activiteiten eerste klasse is vastgesteld in de schaal 10/1.

De wedde van de ambtenaar titularis van de graad van eerstaanwezend chef van de activiteiten tweede klasse is vastgesteld in de schaal 24/1.

De wedde van de ambtenaar titularis van de graad van chef van de activiteiten tweede klasse is vastgesteld in de schaal 22/4.

De wedde van de ambtenaar titularis van de graad van eerstaanwezend chef van de activiteiten derde klasse is vastgesteld in de schaal 34/1.

De wedde van de ambtenaar titularis van de graad van chef van de activiteiten derde klasse is vastgesteld in de schaal 32/1.

Bijzonderè bepalingen in verband met de bevorderingen in de gespecialiseerde ambten van de sportcentra van de Franse Gemeenschap

Art. 13. Alleen de ambtenaren titularis van de graad van chef van de activiteiten eerste klasse (rang 10), kunnen bevorderd worden tot de graad van eerstaanwezend chef van de activiteiten eerste klasse (rang 11).

Alleen de ambtenaren titularis van de graad van chef van de activiteiten tweede klasse (rang 22), kunnen bevorderd worden tot de graad van eerstaanwezend chef van de activiteiten tweede klasse (rang 24).

Alleen de ambtenaren titularis van de graad van chef van de activiteiten derde klasse (rang 32), kunnen bevorderd worden tot de graad van eerstaanwezend chef van de activiteiten derde klasse (rang 34).

De bevorderingen waarvan sprake in dit artikel worden verleend overeenkomstig de algemene regeling voor de vlakke loopbaan.

Overgangs- en slotbepalingen

Art. 14. § 1. De kandidaat voor de stage die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit sedert ten minste één jaar een ambt uitoefent in een sportcentrum dat gelijkwaardig wordt geacht met hetgeen waarvoor hij aangeworven wordt, hoeft niet te voldoen aan de voorwaarde bepaald in artikel 5, § 1, 5.

§ 2. Elke persoon die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit sedert ten minste één jaar een ambt uitoefent in een sportcentrum dat gelijkwaardig wordt geacht met hetgeen waarvoor hij aangeworven wordt, is vrijgesteld van de stage.

§ 3. De gelijkwaardigheid van het ambt wordt bepaald door de minister na het advies te hebben ingewonnen van de in artikel 6 opgerichte Commissie.

§ 4. Voor de bepaling van hun administratieve anciënniteit in het niveau en in de graad waarin ze aangeworven worden, kunnen de personen waarvan sprake in § 1 en in § 2, aanspraak maken op de in de gelijkwaardig geachte ambten verworven dienstanciënniteit.

§ 5. Het behoud van de waarborg van de bezoldiging wordt toegekend aan de personen waarvan sprake in § 1 en in § 2 voor de bezoldiging die hun wordt verleend in een gelijkwaardig geacht ambt, zolang deze bezoldiging hoger is dan de wedde waarop zij aanspraak zouden kunnen maken in de loopbaan van de gespecialiseerde ambten van de sportcentra van de Algemene Directie voor Sport en Toerisme.

Art. 15. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 3, § 1, en 13 :

— kunnen de personen die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit sedert ten minste vijf jaar de directie van een sportcentrum waarnemen, in de graad van directeur van een sportcentrum aangeworven worden indien ze voldoen aan de in artikel 5, § 1, 1 tot 4, 6, en § 2, bepaalde voorwaarden;

— kunnen de personen die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit sedert ten minste vijf jaar de ambten van adviseur of technisch assistent bekleden, in de graad van chef van de activiteiten aangeworven worden indien ze voldoen aan de in artikel 5, § 1, 1 tot 4, 6, en § 2, bepaalde voorwaarden.

De minister gaat tot de eerste benoemingen over overeenkomstig dit artikel na het advies te hebben ingewonnen van de in artikel 6 opgerichte Commissie, binnen een termijn van zes maand, met ingang van de eerste dag van de tweede maand van de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 17. Onze Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 november 1991.

Door de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

F. 91 — 3878

29 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant certaines dispositions statutaires relatives aux fonctions spécialisées de la Direction générale de la Culture et de la Communication des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, tel que modifié, notamment les articles 6 et 69, § 1er, 1^o, c;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, notamment l'article 64 modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères tel que modifié;

Considérant que les missions dévolues aux titulaires de fonctions spécialisées prévues par le présent arrêté doivent être assurées sans délai par un personnel ayant les qualifications et mérites spécifiques et que toutes les dispositions légales relatives aux droits et priorités sont incompatibles avec la mise en oeuvre des dispositions transitoires prévues à cette fin;

Considérant que les commissions de stage prévues aux articles 33ter et 38 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat ne sont pas composées en manière telle qu'elles puissent apprécier si le stagiaire assure les missions qui lui sont confiées et possède les qualités qui lui sont demandées pour l'exercice de fonctions spécialisées et qu'il s'indique dès lors de prévoir, en matière de stage, une instance de recours correspondant à la spécificité de ces fonctions;